

14.09.2016

ACTES DU FORUM D'ÉCHANGE
L'INSERTION SOCIALE DES
FEMMES IMMIGRÉES :
REPRESENTATIONS ET REALITES

14.09.2016
Maison des associations
Roubaix

Organisé par:



GRDR

Antenne.npdc@grdr.org

03.20.42.83.11



RIFEN

Rifen59@yahoo.fr

03.20.05.17.69

Les objectifs du forum

Objectifs de la matinée :

- Identifier des leviers de mobilisation des femmes
- Mettre en avant les réalités vécues
- Faire connaître les associations
- Replacer les situations particulières dans un contexte général

Objectifs de l'après-midi :

- Mettre en perspective les différentes visions de l'insertion
- Prendre du recul face à nos propres représentations
- Comprendre en quoi ces initiatives participent à l'insertion des femmes

Qu'est ce que le Grdr ?

Le Grdr Migration-Citoyenneté-Développement milite en faveur d'un monde où les citoyens, où qu'ils soient, sont les premiers acteurs de leur territoire de vie. C'est ainsi que, depuis 1969, il agit en faveur du développement local des territoires tout en accompagnant les personnes migrantes sur leur territoire d'accueil et dans leurs projets en faveur de leur région d'origine.

Qu'est ce que la RIFEN ?

Née en 1997, la RIFEN Nord-Pas de Calais est une association loi 1901 qui se donne pour but d'aider à l'insertion sociale et économique des femmes noires en France. L'association cherche à créer une chaîne de solidarité entre les femmes de toutes origines et toutes nationalités en soutenant les initiatives de ces femmes dans les domaines économiques, culturels, et professionnels.

Sommaire

- Eliane Aissi (présidente RIFEN)
- Ginette Verbrugghe (Membre du Comité d'Orientation Stratégique Grdr Hauts de France)

Tour d'horizon des initiatives portées par des femmes pour lutter contre les inégalités et discriminations en Nord-Pas de Calais

1. Présentation d'une étude avec La Boutique des Sciences du Nord
2. Témoignages d'associations

Regards croisés sur l'insertion des femmes

Réponse de la recherche : Revel Legris - Docteur, sociologue, chercheur au CERAPS

Réponse d'une institution : Kag Sanoussi - Docteur, sociologue, chercheur au CERAPS

Réponse d'une association : Jonathan Stebig – Chargé de mission insertion professionnelle – Grdr

Mots d'accueil

Ginette Verbrugghe – Membre Comité Orientation Stratégique Grdr Hauts de France

Bonjour à toutes et à tous, merci de votre présence à cette journée consacrée à l'insertion sociale des femmes immigrées.

Nous allons au cours de cette journée confronter nos représentations avec les multitudes de situations que les femmes rencontrent en tant qu'immigrées ici, en Nord-Pas-de-Calais. Nous n'en verrons qu'une petite partie, mais elle nous permettra de nous interroger sur nos visions et pourquoi pas sur nos pratiques.

Cette journée se veut être un forum d'échanges, c'est pourquoi nous vous invitons à prendre la parole après chaque temps, que ce soit pour poser une question, apporter une précision ou une expérience.

Co-organisée par l'association RIFEN et le Grdr, ce temps est également l'occasion de la restitution d'une étude menée en partenariat entre le Grdr et la Boutique des Sciences, sur « L'engagement associatif des femmes issues des migrations subsahariennes dans la métropole lilloise », qui vous sera présentée en matinée.

Pour en revenir aux origines de cette journée, le Grdr accompagne depuis de nombreuses années les dynamiques individuelles et collectives portées par les personnes issues des migrations. Présent en Nord-Pas-de-Calais depuis 2002, le GRDR agit pour l'insertion sociale et économique de ces populations dans leur lieu d'accueil, pour une reconnaissance et une valorisation des dynamiques impulsées et portées par les migrants et migrantes.

A plusieurs reprises, le Grdr a été interpellé par les femmes avec qui il travaille : « Ici, on ne fait rien pour nous ».

Cela résultait manifestement de deux choses :

- 1) Une mauvaise connaissance de la part des femmes, principalement celles récemment arrivées en France, de leurs droits et des structures ici qui peuvent répondre à leurs besoins.
- 2) de **l'adaptation** de ces structures et des outils existants aux questions et difficultés rencontrées par les femmes. Le croisement entre les valeurs de leurs territoires d'origine et de leur vie aujourd'hui sont souvent complexes à appréhender, et les femmes ont rarement des lieux d'expression sur ces difficultés.

Il est donc nécessaire de travailler des deux côtés, autant auprès des femmes que des professionnels. C'est dans cet objectif que s'inscrit cette journée, l'occasion pour nous de discuter de nos représentations et de prendre du recul vis-à-vis de nos pratiques.

Ainsi, la matinée sera consacrée à la présentation de l'étude menée en partenariat avec la Boutique des Sciences, et aux interventions de femmes ayant porté des initiatives, individuelles ou collectives. Un temps d'échange est ensuite prévu, et pourra se prolonger de manière informelle autour d'un buffet africain à votre disposition de 13h à 14h. L'après-midi,

nous discuterons de la notion d'insertion sociale, et tenteront d'en comprendre les différentes visions, tout en prenant du recul.

Puis après un temps d'échanges, nous clôturerons la journée, aux alentours de 16h30.

Dans un contexte -international et national- où les amalgames et les préjugés peuvent mener à des pratiques discriminatoires, y compris dans nos milieux professionnels, que cette journée soit enrichissante pour les uns et les autres.

Je vous remercie de votre attention, et bonne journée

Eliane Aïssi, présidente, fondatrice de la RIFEN

Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir de vous accueillir ce matin pour cette journée d'échanges organisée en partenariat par le GRDR et la RIFEN.

Echanges autour d'un sujet d'actualité brûlant, celui de l'immigration. Immigration qui est au centre de tous les débats en ce moment pour des raisons que vous connaissez tous ; et débats qui se passent souvent sans les principaux concernés.

Je vous remercie, toutes et tous pour votre présence qui témoigne de l'intérêt que vous portez à la question de l'insertion sociale des femmes immigrées et prie par la même occasion ceux qui s'étaient déjà inscrits en juin de bien vouloir nous excuser pour le report.

Pourquoi cette journée me direz-vous ? Les migrants représentent 3,2% (dernier rapport de l'ONU) de la population mondiale. Celle du sud vers le nord, 34% des migrations internationales. Il est à noter que les migrations sud-sud, entre pays en développement représentent 38% des flux migratoires. Dans tous les cas, les femmes représentent actuellement la moitié des migrants, n'en déplaise à un éminent journaliste de l'émission « on n'est pas couché ce soir », pour ne pas le citer, qui affirmait que ce sont les hommes qui migrent et que les femmes les rejoignent après dans le cadre du regroupement familial. Nous savons tous ici que la migration s'est beaucoup féminisée. A première vue, les femmes immigrées, surtout celles provenant des pays du Sud, semblent invisibles et silencieuses ou pire, vues sous des clichés divers et variés dont je vous fais l'économie.

Nous, membres de la RIFEN, nous sommes persuadés que ces femmes migrantes sont déterminées, fortes (il suffit de voir tout ce que certaines ont enduré pendant leur parcours migratoire).

Il n'existe pas « une femme immigrée ». Elles sont diverses, ont des parcours de vie différents et vivent des situations différentes, souvent complexes et parfois très éprouvantes.

De surcroît elles sont victimes de nombreuses discriminations générées entre autres par des clichés, des idées reçues, des stéréotypes qui les avilissent et constituent de réels freins à leur insertion sociale et professionnelle. Voire même confisquent leur droit à l'éducation de leurs enfants. Cependant, la plupart d'entre elles continuent de se battre contre vent et marais pour sortir la tête de l'eau, et agissent pour et par elles-mêmes, mais aussi pour les autres aussi bien ici que là-bas.

Nous osons espérer que cette journée nous donnera l'opportunité d'échanger autour des réalités qu'elles vivent au quotidien.

Je ne saurais clore mes propos sans remercier les chevilles ouvrières qui ont préparé cette journée et permis sa concrétisation de ce forum à savoir Béhéya, Noémie et Lison. Nos partenaires institutionnels et associatifs, Mme Cuvelier de la DDDFE, monsieur Kag Sanoussi de la DRJSCS bien sûr le Grdr et en particulier madame Ginette Verbrugghe, la MDA, la Région, les différents intervenants et vous toutes et tous, ici présents. Je vous souhaite des échanges riches et fructueux d'où émaneront des propositions concrètes pour contribuer à favoriser une réelle insertion sociale des femmes immigrées dans notre Région.

Présentation d'une étude sur les associations de la métropole lilloise



Pour mieux connaître et valoriser les collectifs et associations, mais aussi pour comprendre leurs motivations et les problématiques qu'elles rencontrent, une enquête a été réalisée par une étudiante de Master 2 de sociologie et anthropologie avec un chercheur en sociologie du CLERSE (Université Lille 1) comme encadrant. Elle a permis de croiser les résultats de travaux de recherches déjà existants avec des observations de terrain et 25 entretiens individuels réalisés auprès des représentantes d'une vingtaine d'associations.

Tour d'horizon des initiatives portées par des femmes pour lutter contre les inégalités et discriminations en Nord-Pas de Calais

Zakkia Mezzani - Identité plurielle

Association née en 1994 : Au départ, « association pour la reconnaissance des droits et libertés des femmes musulmanes ». Une petite dizaine d'étudiantes exclues des établissements scolaires par rapport au port du voile. Accompagnement de femmes dans l'accès à leurs droits.

Au début des années 2000, prise de conscience : elles se rendent compte qu'elles sont féministes.

Les féministes musulmanes ça existe ! L'association se retrouve dans un double combat : celui de la lutte contre les discriminations dans l'accès à l'instruction, mais aussi celui contre les préjugés.

Depuis, elles sont souvent appelées contre les violences faites aux femmes, (travail de partenariat avec le CIDFF).

Elles organisent aussi des séminaires d'information aux droits des femmes (dans les centres sociaux, les MJC par exemple).

Ce qu'elles font également (la moitié du temps de leur engagement), c'est organiser des forums (deux temps forts) pour déconstruire les préjugés quant aux femmes immigrées.

Esther Joly - Restaurant Miyé

Née au Cameroun et arrivée en France à l'âge de deux ans. Son père était expert comptable, en France il est devenu ouvrier. Mais il a repris les études pour devenir ingénieur. « Tu sais ma fille, on est toujours l'immigré de quelqu'un, donc si on se focalise là dessus on va pas avancer. Mais l'excellence est internationale ! »

Elle a fait de « grandes » études : école d'ingénieur et école de commerce. Elle a travaillé 15 ans dans l'industrie automobile en France et à l'international. Puis elle a créé sa propre société d'insertion professionnelle : 50% de personnes issues de l'immigration. Ce qu'elle a constaté c'est que ces personnes avaient un problème d'identité. Son conseil : aimez-vous et ayez confiance en vous !

Selon elle il y a des trésors dans chaque immigration, une des solutions pour elle se situe dans l'entrepreneuriat.

Regards croisés sur l'insertion sociale des femmes

Revel Legris - Docteur, sociologue, chercheur au CERAPS

Revel Legris est une chercheuse qui travaille principalement sur la question de la participation. Elle travaille aussi sur la participation publique : comment les associations peuvent être représentées dans certaines instances ? Conférences de citoyens, débats

publics etc. Enfin elle travaille aussi sur la recherche participative. Elle va parler de deux mouvements :

L'empowerment : capacité à prendre le pouvoir, à créer des projets et à mener des actions en collectif. Comment peut-on créer une mise en mouvement pour que les femmes défendent leurs droits ? Pour qu'elles soient à même d'argumenter dans l'espace public et pour mener des projets ?

Pour pouvoir aider une personne il faut partir de ses besoins et de ses désirs. Comment ne pas tomber dans une contradiction classique qui est celle de réduire la focale aux besoins exprimés ? Il doit donc aussi y avoir un travail sur la manière dont on peut amener les gens à identifier certains besoins. On ne peut donc pas travailler avec les gens à la construction d'un projet sans instaurer une relation de confiance : il faut passer du temps avec les gens pour identifier les problématiques qu'ils rencontrent.

Le community organising : l'idée est de ce dire que lorsque les gens rencontrent des difficultés individuelles ils peuvent s'appuyer sur le collectif. Aux états unis les community organiser peuvent être rémunérés, c'est en train de devenir un métier. Mais en France c'est encore peu reconnu.

Kag Sanoussi : Responsable du Pôle Politique de la Ville - Référent régional Valeurs de la République et Laïcité

Les conseils citoyens ont été créés dans le cadre de la politique de la ville, afin d'optimiser l'implication des citoyens dans sa conception et dans sa mise en œuvre à l'échelle des territoires. La volonté de l'Etat est de positionner le citoyen au cœur des décisions qui touchent à son quotidien. .

S'agissant des femmes immigrées, dont une grande partie réside dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, celles-ci sont confrontées à plusieurs difficultés, dont celle liée à la barrière de la langue.

La maîtrise du français s'impose donc comme une nécessité afin de favoriser plus efficacement leur insertion sociale et professionnelle.

Par ailleurs, ces femmes peuvent être victimes de certaines perceptions souvent négatives à l'égard des personnes qui ne parlent pas la langue du pays d'accueil.

Des dispositifs existent donc pour les accompagner dans l'apprentissage du français.

Le dispositif des « Pratiques Langagières » développé par la DRJSCS apporte une plus value spécifique, dans la mesure où, il permet de reconnaître la personne dans sa langue d'origine, de lui donner ou redonner l'amour des mots, de lui permettre à travers cette reconnaissance et cet amour des mots d'aller vers l'Autre. L'apprentissage du français est ainsi facilité. Différentes expériences menées dans la région depuis 2007 nous confirment dans cette approche novatrice d'apprentissage du français.

Il faut néanmoins souligner que dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'intégration la priorité est donnée aux primo arrivants.

Réactions de l'assemblée :

Question : par rapport à la priorité mise aux primo arrivants qu'entend-on par là ?

Réponse : Les primo-arrivants constituent le public prioritaire de la politique d'intégration des populations étrangères arrivées en France. Est primo-arrivant, tout individu, étranger, résidant en France dans l'intervalle de zéro à cinq ans. Par ailleurs, c'est l'apprentissage de la langue française qui s'impose comme la priorité des priorités pour l'ensemble de ces publics.

Réponse : Oui énormément de personnes n'ont pas accès aux cours. Les personnes sont aussi dans une urgence médicale, administrative. Et donc nous on est pris dans cette urgence là aussi, c'est compliqué.

Par ailleurs, nous mettons un accent particulier sur les Valeurs de la République et le Principe de Laïcité dans tous les projets.

Question : qu'entendez-vous par valeurs de la République et laïcité ?

Réponse : Les valeurs de Liberté, Egalité et Fraternité ainsi que le principe de Laïcité sont de plus en plus réaffirmés depuis les attaques terroristes dont nous avons été victimes. Il s'agit de les rappeler, de mieux les vulgariser, de veiller à leur prise en compte dans les différents projets pour mettre en avant ce qui nous rassemble, ce qui garantit à chacun de nous le fait de vivre dans une République démocratique, régit par des lois et permettant à chacun de vivre sa liberté, dans le respect de celle des autres.

C'est le fondement de notre socle Republicain.

Exemple d'une réponse associative à ces problématiques d'insertion

Jonathan Stebig – Chargé de mission insertion professionnelle – Grdr

Grdr – mode d'intervention

En partenariat avec les collectivités territoriales, les services de l'Etat et les associations, le GRDR :

- 1- Favorise la participation des migrants aux instances de concertation entre les structures étatiques, les collectivités territoriales, les professionnels et leurs associations sur les problématiques liées à leur intégration
- 2- Renforce les compétences des migrants pour leur permettre de prendre en charge leur(s) projet(s) d'insertion social et professionnel et participer à la vie de la cité.
- 3- Développe les relations intergénérationnelles et « interculturelles » ;
- 4- Valorise le rôle et la place des immigrés et des personnes d'origine étrangère dans le développement territorial
- 5- Participe à l'implication des immigrés dans la prévention socio-sanitaire et dans l'accès au droit

Etat des lieux et contexte

De nombreux diagnostics citent parmi les freins à l'accès à l'emploi des femmes, leur niveau de formation, l'environnement social et économique, leur arrivée tardive sur le marché du travail. Ils soulignent l'importance des représentations et des préjugés concernant les femmes immigrées. Les discriminations touchent différents domaines : formation, logement, santé... mais sont particulièrement significatives dans le domaine de l'emploi.

Quelques chiffres : *« en France, 54 % des femmes immigrées originaires des pays tiers sont actives (en emploi ou au chômage) contre 66 % de l'ensemble des femmes de la population française. Les femmes immigrées des pays tiers sont également plus touchées par le chômage. Le taux de chômage s'élève à 25 %. Ce phénomène touche aussi fortement les hommes immigrés, mais de façon moindre soit un taux de 19 %. Mais l'écart se mesure surtout avec l'ensemble des femmes françaises, pour lesquelles le taux est d'un peu moins de 10 %. (...) Un diplôme élevé facilite l'accès au marché du travail. Cependant les femmes immigrées originaires des pays tiers bénéficient moins de cet effet. La comparaison est doublement défavorable : à niveau de diplôme égal, les immigrées sont moins actives que les femmes dans leur ensemble et que les hommes immigrés »* (source : Infos migrations n° 51 - mars 2013 L'insertion professionnelle des femmes immigrées).

Dans le champ de l'accompagnement des femmes immigrées, on constate des pratiques diversifiées, des modes d'intervention parfois segmentés et souvent hétérogènes (qui mobilisent différents registres : égalité des droits, égalité des chances, intégration, promotion de la diversité, lutte contre les discriminations....) Destinataires de différentes actions et dispositifs, les femmes immigrées, cherchent et construisent leur place comme acteurs sociaux, au-delà d'un simple statut « d'usagers » ou de « bénéficiaires ». Par leur engagement associatif ou en essayant de créer leur propre emploi (création d'entreprise ou activités génératrices de revenus), elles soulèvent la question de leur implication dans l'espace public, de leur accès à l'emploi et de la conciliation de leurs différents temps de vie (familial, social, professionnel).

Principes d'interventions

Objectifs (France) **Contribuer à l'insertion socioéconomique des populations immigrées en France**

Mise en cohérence de la citoyenneté et du développement :

- Ne pas perdre de vue la question du projet migratoire
- Permet de saisir l'hétérogénéité des publics (de qui parle-t-on?)
- Et les liens entre territoires / interdépendances

Démarche **Combiner plusieurs leviers d'intervention**

Accompagnement social / Appui projets individuel, associatif / formations

Actions en direction des professionnels / échanges de pratiques / formations

Animation territoriale (forums, ateliers, cadres de concertation) / Mise en réseau

Pour une grande partie de notre public, on peut parler **d'entrepreneuriat transnational** (je reviendrais sur la notion transnational après) :

- spécificité des publics (origines, parcours)
- spécificité des trajectoires,

- spécificité des projets

Implique obligatoirement un accompagnement spécifique :

- **Adaptabilité**
- **Valorisation des compétences et des trajectoires**
- **Dimension sociale de l'accompagnement**

Adaptabilité de l'offre d'accompagnement :

- Trouver des solutions et **réponses au cas par cas**, qui répondent à la diversité des trajectoires et des problématiques sociales et économiques rencontrées par les porteurs de projets / Implique une technicité propre
- Accorder **un temps d'écoute long, multiplier les rendez-vous**, ne pas enfermer l'accompagnement dans une offre trop technique
- Organiser l'offre en **tenant compte des temps de vie** des publics accompagnés
 - Clubs / formations soir et week-end

Valorisation des compétences transnationales et des identités

Le transnationalisme des migrants a dès lors remis en question les modèles classiques de la migration (Alba and Nee, 1997) – qui conçoivent que l'intégration des migrants coïncide nécessairement avec un affaiblissement des liens avec le pays d'origine – car le transnationalisme implique que l'intégration dans le contexte d'accueil et le maintien des liens avec le pays d'origine au lieu d'être incompatibles puissent se révéler complémentaires.

- Valorisation des trajectoires (notre histoire associative permet de situer la transnationalité, le public a des compétences transnationales qu'il faut appréhender)
- Appropriation des espaces publics et institutionnels : ex. propriétaires de la cité des sciences 1 soir par mois dans le cadre du « club dynamiques africaines »
- Constitution de groupes de pairs
- Travail sur la mise en confiance et l'estime de soi

Dimension sociale de l'accompagnement

- Inconditionnalité de l'accueil
- Appui technique sur le projet en lui-même
- Mais aussi remobilisation sociale, construction du parcours d'insertion ;
- Valorisation des compétences pas toujours identifiées par les opérateurs

Ce qui différencie l'approche du GRDR et rend essentiel ce positionnement intermédiaire, entre le public et les dispositifs

L'idée n'est pas de se substituer aux dispositifs existants, mais d'être un maillon intermédiaire, et de faciliter la mise en lien entre le public et ces dispositifs

Plusieurs initiatives du Grdr sont détaillées sur le site www.grdr.org

Exemple : CLUB DYNAMIQUES AFRICAINES CLUB ENTREPRENDRE AU FEMININ

Exemple d'un projet accompagné : Miss Oumy à cœur ouvert association intermédiaire

Système de kit agricole. C'est le concept « Une famille, un potager ! », Une famille française parraine une famille sénégalaise en lui achetant un kit d'agriculture d'une valeur de 490 euros. En échange, le ménage français dispose d'une exonération fiscale de 66 % du montant *« Dès qu'ils arrivent à entretenir leur potager et à se nourrir seuls, notre structure se retire petit à petit »*

Le second projet, davantage ciblé vers les jeunes, repose sur la construction d'une cantine scolaire à Sokone. L'association va mobiliser dix jeunes du lycée à Sokone ainsi que vingt jeunes du Val-de-Marne en difficulté. D'une durée de six mois, la construction de la cantine exigera la motivation des jeunes et une formation préalable.

Le projet est adopté sur le plan administratif, et l'aspect financier reste à consolider.

Appui du GRDR sur

- la structuration du projet ici,
- la mise en lien avec les organismes d'accompagnement francilien
- l'écriture du dossier pour agrément Direccte SIAE

3 éléments,

- projets pense le développement territoire d'origine par une bonne insertion populations - dans le pays d'accueil
- difficulté de formalisation forme d'entrepreneuriat social qui a tous les contours de l'IAE – mais rencontre problèmes niveau administratif
- Projet structurant pour territoire ici et là bas

Conclusions

QUELQUES Pistes et perspectives :

- Multiplier les espaces collectifs de mise en réseau des entrepreneurs femmes pour faciliter la mutualisation d'expériences et la mise en confiance
- Faciliter l'accès à l'information sur les dispositifs (techniques et financiers) existants
- Simplifier les procédures administratives dans le montage des dossiers pour l'accès au financement (souvent trop complexe) ;
- Sortir des approches « culturalistes »
- Valoriser l'engagement associatif comme levier pour l'insertion des femmes migrantes / Valorisation des compétences sociales acquises dans le cadre associatif
- S'appuyer sur des champs structurant de l'entrepreneuriat féminin, restauration notamment, cosmétique, textile
- Valoriser les démarches collectives et la structuration des coopératives, Les porteurs de projets sont, de fait, sensibles à l'économie sociale et solidaire car engagés dans des projets visant création d'emplois et amélioration des conditions de vie dans les pays « du sud ». Cette économie alternative a déjà fait ses preuves en Afrique où, par exemple, une multitude de coopératives ou de groupements d'intérêts économiques féminins ont été bénéficiaire ou initiateurs de projets dans ce domaine.

Merci à nos partenaires financier :

